



Publié en février 2025

# L'Unité de sécurité du CSEE

Commentaires et réactions

**Ombudsman**  
Contrôle Externe des Lieux Privatifs de Liberté

**okaju** Ombudsman  
fir Kanner a Jugendlecher

## Table des matières

1. Prise de position du CSEE .....	2
2. Prise de position des autorités judiciaires.....	11

## 1. Prise de position du CSEE

---

Cette prise de position a été discutée et avalisée par la Commission de surveillance et de Coordination du Centre socio-éducatif de l'Etat durant sa réunion du 22 novembre 2024.

---

De manière générale, le CSEE note avec satisfaction le grand nombre de commentaires positifs de l'OKAJU et de l'OMBUDSMAN et partage le constat d'une évolution globalement très positive de l'unité de sécurité, dans l'organisation interne, du point de vue des infrastructures, de la prise en charge ainsi que du vécu des jeunes. Le CSEE ne revient pas sur cela pour chaque commentaire qui exprime une appréciation ou un remerciement.

### 1. L'organisation interne

---

(1) /

(2) /

(3) /

(4) /

- (5) Il est entendu que la division du travail entre le personnel de sécurité et le personnel socio-éducatif est telle que des contentions soient réalisées par le personnel de sécurité. Il n'est pas dans les intentions de changer cette division du travail. L'objectif d'élargir ces formations au personnel socio-éducatif est, comme le note bien le rapport, de mettre le personnel socio-éducatif en mesure de réagir correctement en l'absence éventuelle de membres du personnel de sécurité.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU remercient le CSEE pour sa prise de position et n'ont pas d'objections quant à la manière de procéder.

(6) /

- (7) Dans la mesure où le plan de gestion de crise touche à des aspects de sécurité du Centre socio-éducatif de l'Etat, ce document ne sera pas envoyé, mais peut être consulté à tout moment par OKAJU et CELPL dans les locaux du Centre socio-éducatif de l'Etat.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU prennent note de l'observation faite par le CSEE et renvoient au commentaire relatif au point 15.

(8) /

## 2. Les infrastructures

---

(9) /

(10) /

(11) /

(12) /

(13) /

(14) Une demande d'information a été envoyée à l'Administration des Bâtiments Public pour connaître les suites réservées à notre demande en ce sens.

### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU apprécient la démarche du CSEE et souhaitent être tenus informés des suites qui seront finalement réservées à cette recommandation.

## 3. La prise en charge

---

(15) Dans la mesure où une grande partie des procédures touchent à des aspects de sécurité du Centre socio-éducatif de l'Etat, un tri sera proposé. Les procédures qui ont trait à la sécurité ne seront pas envoyés, mais peuvent être consultés à tout moment par OKAJU et CELPL dans les locaux du Centre socio-éducatif de l'Etat.

### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU prennent note de l'observation faite par le CSEE. S'ils peuvent suivre cette argumentation pour le plan de gestion de crise, qui touche aux aspects clés de sécurité, ils soulignent que le CELPL et l'OKAJU sont tenus par le secret professionnel et ne divulgueront pas les informations qui leur sont transmises dans le cadre de leur mission. Ils soulignent également qu'il existe de nombreux moyens de transmission sécurisée, si une transmission électronique devait être envisagée.

(16) /

(17) Il est important de noter ici que les achats visés par ce point et qui pourraient faire l'objet d'échanges concernent uniquement les achats en épicerie, donc essentiellement des boissons et snacks divers. Les objets achetés par les mineurs lors de sorties par exemple ne leur sont pas donnés, mais ajoutés à leur stock remis en fin de séjour. Le personnel est cependant très sensible à cette question car elle constitue un réel défi au développement d'une ambiance positive dans l'unité.

### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU apprécient si le personnel est très sensible et attentif à cette problématique qui peut constituer une réelle source de conflits et de violences physiques et psychologiques.

- (18) Il est vrai que l'obligation pour le mineur d'être entendu dans le cadre de la mise en œuvre du livret des sanctions n'est pas intégré textuellement dans le livret. Cependant, dans la mesure où le livret participe de l'approche pédagogique de l'unité, la pratique est que les jeunes sont d'office entendus dans le cadre des interactions avec l'équipe pédagogique. Ce point sera ancré dans le texte du livret pour la clarté.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU apprécient si les jeunes sont systématiquement entendus en cas de transgression et de sanction. Ils remercient le CSEE d'avoir pris leur recommandation en considération.

(19) /

(20) /

- (21) Ce point dans le rapport couvre quatre « *incohérences mineures* » dans le livret des sanctions

1. Récidive et remise à zéro des compteurs : le point est noté et fera l'objet d'une discussion et décision en équipe pédagogique.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU remercient le CSEE pour sa démarche et souhaitent être tenus informés de suites qui seront finalement réservées à la recommandation.

2. La médiation comme outil en cas d'agressions physiques et verbales/psychologiques : ce point nous semble bien intégré dans le livret sanctions où on note que « *En ayant recours à la violence verbale et psychologique tu t'exposes aux conséquences et sanctions suivantes : Travail de réflexion sur la violence verbale avec les membres du personnel, éventuellement une médiation, le but étant que tu puisses présenter tes excuses à la victime* ».

#### Commentaire :

Il semble que cette information ait échappé au CELPL et à l'OKAJU qui apprécient l'inscription de la médiation dans le livret des sanctions. Ils recommandent d'y avoir recours le plus souvent possible.

3. Incohérence cigarette : la formulation actuelle au niveau du livret des sanctions prête effectivement à confusion. Elle sera rectifiée de manière à enlever toute impression d'incohérence.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU remercient le CSEE de prendre leur recommandation en compte.

4. Le rapport invite les responsables de l'unisec à revoir le livret des sanctions en fonction de leurs observations, notamment celle formulée au paragraphe précédent, de « *revoir au plus vite leur approche quant aux contacts sociaux* ».
  - Il est d'abord important d'observer ici que ce ne sont pas les contacts sociaux qui sont en jeu, mais les contacts physiques. Il y a une vraie différence entre ces deux concepts.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU reconnaissent que la formulation employée est éventuellement trop large. Il n'en reste pas moins que les contacts physiques, platoniques évidemment, font partie intégrante des contacts sociaux.

- Il est ensuite important de comprendre ce sujet dans le contexte des profils de jeunes accueillis à l'unité de sécurité. Nombre de jeunes accueillis, en particulier les filles accueillies, ont un vécu biographique marqué par des abus sexuels subis. De même, beaucoup de pensionnaires n'ont pas des conceptions claires sur les limites interpersonnelles, leurs propres limites tout comme celles des autres. Dans ce cadre, nous avons une obligation de protection et de préservation de tous les pensionnaires, notamment pour éviter des retraumatisations liés à des situations d'abus antérieurs.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU ne sont pas insensibles aux développements du CSEE sur ce point. Ils reconnaissent que le CSEE a une obligation de protection envers tous les jeunes qui y sont placés, mais soulignent qu'il poursuit également l'objectif de resocialisation des jeunes et doit respecter le principe de la restriction minimale.

Le CELPL et l'OKAJU sont d'avis que l'apprentissage des limites interpersonnelles constitue un élément important de la préparation à la resocialisation que l'UNISEC offre aux jeunes. Ils sont convaincus que des limitations trop strictes dans ce domaine, ainsi que la privation de tout contact physique, s'inscrivant dans les normes de relations amicales peuvent provoquer des conséquences inverses à celles souhaitées.

- C'est pourquoi il est important de donner aux équipes intervenantes des outils performants pour pouvoir réagir en cas de situation problématique. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les règles concernant les contacts physiques.
- Entre le livret des sanctions et son application, il y a de la place pour l'appréciation des intervenants éducatifs. Lorsqu'une situation ne donne pas lieu à des inquiétudes, les intervenants interprètent le livret de manière large. Mais lorsque nous sommes par exemple en présence d'une fille qui est en risque de se retrouver dans des situations abusives et d'un garçon qui a un passé de passage à l'acte, le règlement nous permet de poser des limites claires pour la protection des deux jeunes.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU comprennent le raisonnement du CSEE et apprécient globalement le principe d'une application différenciée et le cas échéant individualisée des sanctions. Ils sont néanmoins d'avis qu'une transgression au niveau du respect des limites interpersonnelles pourrait être sanctionnée pour d'autres motifs, tels que notamment le non-respect de la volonté d'autrui. Comme les jeunes sont sous surveillance continue pendant les activités mixtes, les membres du personnel pourraient intervenir lorsqu'un contact physique amical n'est pas

souhaité par l'un des pensionnaires ou lorsque celui-ci dépasse les normes sociétales ordinaires.

- C'est pourquoi nous nous permettons de faire un appel pour placer la confiance dans les moyens d'appréciation des intervenants pédagogiques tout en laissant à leur disposition la possibilité de réagir de manière claire lorsque cela est nécessaire. Ce type de règlement est par ailleurs généralement en place d'une manière ou d'une autre dans les institutions de l'aide à l'enfance.

#### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU font confiance aux moyens d'appréciation des intervenants pédagogiques, raison pour laquelle ils se sont prononcés pour l'assouplissement de la règle générale interdisant tout contact physique. Ils sont d'avis qu'il est préférable d'annoncer un principe strict concernant le respect de la volonté d'autrui, d'interdire les relations sexuelles entre les pensionnaires, mais de ne pas interdire le contact de manière générale. Ils estiment qu'il est plus préjudiciable de poser une règle stricte et d'y déroger de temps en temps, sans logique apparente pour les jeunes, que de gérer les relations interpersonnelles sous un autre angle. Ils soulignent encore que les relations interpersonnelles constituent un élément essentiel du développement et de la resocialisation des adolescents placés.

- (22) Dans les interactions pédagogiques quotidiennes, la question de la gestion de l'argent du jeune joue un rôle non négligeable. Toutes les semaines, les intervenants socio-éducatifs reçoivent de la part du service financier une vue sur la situation de l'argent de poche du mineur placé. Ainsi, cela est intégré dans les discussions lors de la réunion de programmation du lundi. Nous estimons que ceci fonctionne plutôt bien dans le sens d'une épargne puisqu'en date du 21 novembre 2024, 7 pensionnaires sur 12 disposent d'un avoir supérieur à €200, allant jusqu'à €360. Sur les 5 autres pensionnaires, 4 ont été admis dans le courant du mois de novembre 2024 et le dernier fut admis dans le courant du mois d'octobre 2024, de sorte que la période potentielle d'épargne est très courte, à savoir 4 à 5 semaines. Quant à la question de savoir si l'argent lié à une récompense doit être affecté à un compte séparé, nous nous permettons de nous demander si l'effet pédagogique sur les compétences financières n'est pas supérieur lorsque l'argent est effectivement disponible et pourrait être dépensé à bon escient lors d'une sortie accompagnée par exemple.

#### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU suivent l'argumentation du CSEE. Ils avaient d'ailleurs recommandé « de sensibiliser les jeunes aux bienfaits d'économiser de l'argent qui serait à leur disposition au moment de leur sortie ou le cas échéant, lors d'une sortie accompagnée ». L'objectif de la recommandation était de motiver les jeunes à économiser leur argent pour de telles occasions et éviter au mieux de dépenser tout pour des achats à l'épicerie.

- (23) /

- (24) La recommandation ne s'adresse pas au CSEE.

#### **Commentaire :**

Il est vrai que le CSEE n'est pas le principal concerné de la mise en œuvre de cette recommandation. Le CELPL et l'OKAJU encouragent néanmoins les responsables du CSEE à informer autant que possible les jeunes de leur droit à un conseil juridique et de les soutenir le cas échéant dans leurs démarches administratives.

- (25) La première partie de la recommandation sera intégrée dans les demandes en renforcement du personnel établies par le CSEE dans le cadre de la procédure « numéris clausus ». Quant à la deuxième partie de la recommandation, la prise en compte des sorties exceptionnelles dans l'établissement des plans de travail, elle est pratiquée dans la mesure du possible. Les plans de travail sont dans beaucoup de cas déjà établis lorsque des sorties exceptionnelles sont planifiées. Dans ces cas, l'équipe pédagogique tente de s'organiser pour pallier le manque temporaire d'effectifs à l'intérieur de l'unité. Lorsque cela n'est pas possible, il peut arriver qu'une sortie doive être reportée.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU remercient le CSEE pour la prise en considération de leur recommandation.

- (26) La recommandation ne s'adresse pas au CSEE.

#### Commentaire :

Le CSEE n'est pas en position pour mettre implémenter cette recommandation en œuvre de sa propre initiative, mais le CELPL et l'OKAJU estiment qu'il serait utile qu'il cherche le dialogue avec les responsables politiques et de communiquer ses besoins en la matière.

- (27) /

- (28) Le CSEE suivra la recommandation du rapport et intégrera dans son manuel une procédure inspirée de la proposition du rapport.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU remercient le CSEE de suivre leur recommandation.

- (29) /

- (30) Le CSEE aimerait apporter deux corrections factuelles sur ce paragraphe.

Premièrement, il n'est pas entièrement juste d'affirmer que « *la pédopsychiatre (...) se rend sur le site une fois par semaine pour participer à des réunions d'organisation* ». La pédopsychiatre se rend bien sur le site une fois par semaine, mais ce n'est pas seulement pour des réunions, elle voit également les pensionnaires en consultation individuelle. Quant au fond, une concertation avec la Direction de la Santé sera mise en place au début de l'année 2025 pour évaluer la coopération avec le CHNP et apporter éventuellement des corrections.

Deuxièmement, le CSEE aimerait apporter une correction factuelle sur les paragraphes concernant le service éducatif ambulatoire. Selon le draft rapport, « *le SEA (...) intervient actuellement surtout en milieu ouvert* ». Au contraire, une des raisons de mettre en place ce service fut le constat des difficultés du service psycho-social de l'unisec à effectuer le nombre croissant de suivis post-unisec. A l'heure actuelle, la situation se présente de la manière suivante : sur 38 jeunes et leurs



familles suivies par le service éducatif ambulatoire, 18 ont connu un séjour à l'unité de sécurité. De plus, un représentant du service éducatif ambulatoire est d'office présent aux réunions des projets d'orientation de l'unité de sécurité. Nous considérons que cette partie de la recommandation (30) est d'ores et déjà mise en œuvre.

#### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU remercient le CSEE pour ces précisions.

En ce qui concerne la pédopsychiatre, ils n'ignorent pas que la pédopsychiatre réalise également des entretiens lorsqu'elle vient à l'UNISEC. Il ne peut toutefois être nié qu'une grande partie de son temps sur place est consacrée à sa participation à la réunion multidisciplinaire et le CELPL et l'OKAJU estiment que le temps restant n'est guère suffisant pour assurer de manière adéquate les autres tâches qui lui sont confiées.

Ils souhaitent être tenus informés si des adaptations ont été décidées lors de la réunion de concertation avec la Direction de la Santé et le CHNP.

En ce qui concerne le travail du SEA, le CELPL et l'OKAJU apprécient qu'il intervient dorénavant de manière équilibrée dans le milieu ouvert et à l'UNISEC, constat qui doit avoir évolué depuis les visites sur place.

- (31) Le CSEE note la recommandation et tiendra informés les instances de contrôle du développement des mesures pédagogiques assistées par les animaux.

#### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKJAU remercie le CSEE pour sa démarche.

- (32) La Direction est tout à fait ouverte à rencontrer les jeunes qui le désirent. De nombreuses discussions, même informelles ont ainsi lieu entre la Direction et les pensionnaires. Lorsque des pensionnaires demandent à rencontrer la direction, il est rare que cela ne puisse avoir lieu. Pour le cas abordé, le contexte ne s'y prêtait pas et il était également important d'être clair avec la pensionnaire à ce sujet. Afin de formaliser ceci, nous intégrerons une procédure dans ce sens dans le livret d'accueil.

#### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU apprécient si de pareils entretiens ont lieu. Ils partagent l'avis du CSEE que, pour le cas abordé dans le rapport, la situation ne se prêtait pas pour un entretien, ils estiment néanmoins que le fait d'ignorer simplement la demande du jeune n'était pas une réaction adaptée et que la communication aurait, du moins dans un premier temps, dû être privilégiée.

## **4. Le ressenti des jeunes**

---

- (33) Le CSEE note avec satisfaction les retours des jeunes globalement très positifs quant aux relations qu'ils entretiennent avec les équipes d'encadrement. Quant aux critiques exprimées :

- L'aération des fenêtres : Il faut d'abord reconnaître que le système de climatisation centrale du bâtiment ne permet pas une climatisation effective durant les mois chauds, particulièrement au 2<sup>e</sup> étage du bâtiment, occupé par deux groupes de vie. Le système actuel des fenêtres fut mis en place pour des raisons de sécurité et il n'est pas possible de donner aux pensionnaires plus de possibilité d'aération autonome que celle disponibles. Cependant, en été, les chambres sont aérées en journée, en l'absence des pensionnaires. De plus nous étudions actuellement la possibilité d'installer des systèmes de climatisations dans les groupes de vie, à l'instar de ceux installés au rez-de-chaussée, au réfectoire, au salon ainsi qu'au niveau des salles de classes.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU apprécient la démarche du CSEE et souhaitent être tenus informés des suites qui y seront réservées. Il n'est par ailleurs pas forcément nécessaire de donner plus de possibilités d'aération autonome aux jeunes, mais d'instaurer un système permettant l'aération adéquate des chambres. Le même principe qu'en été pourrait être appliqué en hiver lorsque le temps le permet.

- La qualité des repas : le CSEE est étonné de cette critique. De l'avis général, le service cuisine du CSEE prépare des repas d'une grande qualité, comparable à ce qu'on peut trouver dans un restaurant. Il y a des options végétariennes, sans porc. Nous ne faisons pas l'expérience que les professionnels ne mangeraient pas les repas préparés par le service cuisine. En appui de cette expérience, voici les repas commandés auprès du service cuisine par l'unisec pour les semaines des 4 et 11 novembre 2024 : 11,4 repas de midi en moyenne pour les mineurs, 16,3 repas en moyenne pour les adultes.  
Au-delà des repas préparés par le service cuisine, les activités repas programmés par l'école de l'unisec permettent tous les jours à des groupes de jeunes de préparer leur repas de midi indépendamment du service cuisine, A ceci s'ajoutent les activités cuisine mises en place par les jeunes avec le personnel éducatif.  
Tout en sachant que la biographie des mineurs (habitudes alimentaires, habitudes en matière de stupéfiants, antécédents Covid, origines culturelles) peuvent avoir un impact certain sur leurs jugements alimentaires, nous reprendrons ce sujet avec les pensionnaires accueillis.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU ne se prononcent pas sur la qualité des repas servis, mais continuent les critiques formulées par les jeunes rencontrés. Ils sont conscients que l'alimentation est un sujet de discussion récurrent chez les jeunes et qu'il est difficile, voire impossible de satisfaire les goûts de tous, que ce soit en milieu privatif de liberté ou non.

Le CELPL et l'OKAJU ne sont pas en mesure d'apprécier les chiffres avancés par le CSEE en ce qui concerne les plats commandés, alors qu'il ne sait pas combien d'adultes auraient théoriquement la possibilité de commander les repas, ni si les repas sont par la suite appréciés et effectivement consommés dans leur intégralité.

- La différence de traitement entre les filles et les garçons lors des activités eau : la pratique des t-shirts et maillots au-dessus du maillot de bain est abandonnée.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU s'en réjouissent.

- Restrictions vestimentaires filles : nous renvoyons à l'argumentaire développé au point 21.4. Le règlement est identique à ce qui est pratiqué à l'Institut d'enseignement socio-éducatif dans le milieu ouvert. Nous devons ici mettre en équilibre, dans un contexte de jeunes fragilisés à de multiples niveaux, le droit à l'auto-détermination et l'obligation de protection et de préservation inscrite dans la loi du Centre socio-éducatif de l'Etat.

#### Commentaire :

Le CELPL et l'OKAJU comprennent la nécessité de mettre en balance le droit à l'auto-détermination et l'obligation de protection, raison pour laquelle ils ne remettent pas complètement en cause l'immixtion du CSEE dans ce domaine.

Ils maintiennent néanmoins leur recommandation d'agir de bon sens et conformément aux normes sociétales actuelles dans l'application de la politique vestimentaire.

(34) Le CSEE aimerait apporter les éléments de réflexion suivants quant à ce point :

- La disposition quant aux vêtements a fait l'objet d'un débat intensif interne au CSEE. Les pour et les contre de l'approche ont été discutés longuement et de manière controversée durant le premier semestre 2024. En fin de compte, il est apparu que les avantages de l'approche seraient plus importants que les inconvénients. Outre la réduction de trafics et de pressions en toutes sortes liés aux vêtements, la nouvelle approche donne un cadre plus sûr aux sorties exceptionnelles. Avant la mise en place de la nouvelle procédure, un mineur avait réussi à introduire du cannabis après une journée de stage. Ceci ne s'est pas produit depuis lors.
- Les vêtements sont le reflet de modes qui s'imposent aux jeunes. Les vêtements sont également le reflet des inégalités sociales qui traversent la population. Il doit être permis de questionner la vérité et l'utilité d'une expression de l'individualité par le style vestimentaire, à fortiori dans un endroit tel que l'unité de sécurité où les vêtements mènent à toutes sortes de pressions et trafics entre les jeunes. Cfr recommandation numéro 17 relative à l'épicerie et potentiels « échanges » associés.
- Il est important de souligner que les vêtements mis à disposition sont répartis en kit de tailles différentes, de manière que les jeunes ne soient jamais obligés de porter des vêtements dont la taille serait inadaptée.
- Il faut souligner encore que les vêtements ne sont pas tous de la même couleur. On y retrouve les couleurs noire, blanche, grise, rouge, bleue, même si tous les vêtements ne sont pas disponibles dans toutes les couleurs. Nous constatons cependant que les jeunes ont une préférence nette pour les vêtements de couleur noire.
- Une partie de ces vêtements, les joggings notamment sont de la marque allemande JAKO, connus pour ses habits de qualité. Ils ne sauraient être considérés comme dégradants ou humiliants dans le sens des règles de la Havane.
- Il est entendu que lorsque les jeunes quittent l'unité de sécurité pour aller en rendez-vous au Tribunal, ou autre, ils mettent leurs vêtements à eux et non les vêtements de l'institution.
- Quant aux slips et soutien-gorge, ils ne font pas partie des kits de vêtements distribués, mais sont conditionnés en kits particuliers selon les tailles. En particulier en ce qui concerne les soutien-gorge, le service lingerie attache de l'importance à ce que chaque fille dispose de la taille qui lui corresponde. S'il n'était pas disponible, il serait acheté le plus rapidement possible, c'est-à-dire dans les jours qui suivent.

- Pour finir il est à noter que pour des raisons d'hygiène entre autres, les chaussettes, les slips de même que les chaussures peuvent être gardés par le jeune après de la fin de son séjour.
- La Commission de Surveillance et de Coordination suivra de près la mise en œuvre de cette mesure et de ses effets. Le CSEE en évaluera les effets en discussion avec les pensionnaires accueillis et le personnel de l'unité.

#### **Commentaire :**

Pour les raisons développées dans le rapport, le CELPL et l'OKAJU restent critiques quant à la démarche appliquée.

Ils ne partagent pas l'avis que l'utilité d'une expression de l'individualité par le style vestimentaire devrait être remis en question.

Le CELPL et l'OKAJU sont d'avis qu'il existe notamment des moyens pour marquer le nom des jeunes de manière permanente sur les vêtements, mesure qui serait moins intrusive et pourrait également contribuer à réduire les trafics et les mises sous pression, élément qui importe bien évidemment également au CELPL et à l'OKAJU.

Ils souhaitent être tenus informés en temps utile de conclusions tirées par l'évaluation de la mesure.

## **5. Le sort réservé à l'unisec**

---

/

### **2. Prise de position des autorités judiciaires**

*La présente prise de position reflète l'opinion concertée des autorités judiciaires compétentes en matière de protection de la jeunesse.*

Dans sa globalité, le rapport est très positif. Il faut donc se réjouir de l'évolution très favorable du fonctionnement de l'UNISEC constatée par le CELPL et l'OKAJU depuis leur dernier rapport concernant la même institution.

Les autorités judiciaires rejoignent ce constat et confirment que la collaboration avec les responsables de l'UNISEC et du CSEE en général est excellente.

Néanmoins, il faut tirer l'attention sur un problème récurrent, à savoir le manque de places à l'UNISEC. Les places y sont en effet limitées à douze (12). Les autorités judiciaires critiquent depuis longue date l'insuffisance des lits disponibles. Ainsi, il arrive fréquemment que les juges de la jeunesse, voire les magistrats du Parquet qui entendent placer un mineur à l'UNISEC se heurtent à la circonstance que l'occupation maximale se trouve atteinte. Dans cette hypothèse, la mesure de garde provisoire, bien qu'il s'agisse d'une décision de justice exécutoire, n'est pas mise en œuvre. Soit le jeune qui devrait se retrouver dans une structure fermée, dans le but de le protéger, afin de l'empêcher de continuer à se mettre en danger, ainsi que dans le but de

protéger la société contre la commission d'infractions pénales supplémentaires, se retrouve en liberté, soit, dans les cas très graves, une mesure de placement provisoire au CPL doit être envisagée. Aucune de ces deux hypothèses n'est satisfaisante. En effet, la protection du mineur en cause n'est pas assurée et le placement dans une prison pour adultes se heurte aux principes internationaux en matière de droits des enfants. Certes, il est prévu de construire un établissement pénitentiaire pour mineurs pour répondre aux exigences et besoins résultant du projet de loi 7991 instituant un droit pénal pour mineurs. Néanmoins, en attendant le vote et l'entrée en vigueur de ce texte et l'ouverture de cette nouvelle structure, la difficulté reste réelle.

### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU partagent les préoccupations des autorités judiciaires.

Ils sont même d'avis que les difficultés risquent de rester réelles après l'entrée en vigueur des nouvelles lois régissant le droit de la jeunesse.

Ils regrettent que les responsables politiques n'aient pas pris le temps de faire procéder à une étude permettant d'évaluer statistiquement les besoins de cette nouvelle infrastructure et remettent en question l'évaluation et la détermination des capacités du futur centre pénitentiaire pour mineurs, redoutant que les capacités seront insuffisantes, du moins à moyen ou long terme. Ils insistent que dès l'entrée en vigueur de la loi instituant un droit pénal pour mineurs et, au plus tard à la fin des travaux de rénovation du futur centre pénitentiaire pour mineur, plus aucun mineur ne devra être placé au centre pénitentiaire pour adultes.

Quant au rapport lui-même, la plupart des observations et des critiques formulées ne concernent pas les autorités judiciaires, hormis les points (24) et (26).

[La loi relative]<sup>1</sup> à la protection de la jeunesse ne prévoit qu'un accès très limité aux dossiers de protection de la jeunesse et la protection des données impose des obligations supplémentaires strictes aux autorités judiciaires.

Un processus de digitalisation de la justice est actuellement en cours. Cette procédure de modernisation informatique est un projet d'envergure qui ne pourra être résolu du jour au lendemain.

### **Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU apprécient le processus de digitalisation de la justice. Ils maintiennent néanmoins leur recommandation qu'un système d'échange d'informations sécurisé devrait être mis en place avec les acteurs de l'UNISEC.

Dans la mesure où dans le cadre de la réforme de la protection de la jeunesse et de l'introduction d'un droit pénal pour mineurs le rôle des tribunaux de la jeunesse sera très fortement réduit, dès lors que la plupart de leurs compétences seront reprises par l'ONE, la question ne se posera plus.

---

<sup>1</sup> Ces mots ont été ajoutés par le CELPL, parce que la phrase de la prise de position communiquée était incomplète.

**Commentaire :**

Le CELPL et l'OKAJU soulignent que même après l'entrée en vigueur de nouvelles lois régissant le droit de la jeunesse (protection de la jeunesse et droit pénal pour mineurs), il devra être misé sur un échange efficace et sécurisé des informations indispensables pour que chaque acteur puisse accomplir les tâches qui lui sont confiés dans les meilleures conditions possibles.